

20210315 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/30873/des-collages-sur-les-murs-de-paris-en-faveur-des-mineurs-isoles-etrangers>

[Grand angle](#)



Le mouvement Collages Refugees veut marquer les esprits en collant des slogans en faveur des mineurs isolés étrangers dans Paris. Crédit : @Collages_refugees

Des collages sur les murs de Paris en faveur des mineurs isolés étrangers

Par [Charlotte Boitiau](#) Publié le : 15/03/2021

"Collages refugee", un mouvement cousin de "Collages féminicides" a vu le jour au début du mois de mars 2021. À travers une dizaine de slogans collés sur les murs des bâtiments parisiens, ses membres souhaitent mettre en lumière la "situation dramatique" de centaines de mineurs isolés étrangers, souvent non pris en charge et condamnés à la rue.

À 23 ans, Stella a pris fait et cause pour le sort des mineurs isolés étrangers à Paris. "Ils sont invisibles. C'est dramatique ce qu'il se passe pour eux. Nous, ce qu'on a voulu faire, c'est essayer de rendre visibles des gens que personne ne voit", explique, pleine de colère, la jeune femme à InfoMigrants.

Accompagnée d'une quarantaine de personnes, Stella a donc lancé au début du mois de mars un mouvement baptisé "[Collages refugee](#)". Le concept et la charte graphique sont similaires à ceux de "[Collages féminicides](#)", mouvement auquel appartient aussi Stella. "Nous avons repris les mêmes codes : nous peignons des messages sur des grandes feuilles de papiers, lettre par lettre, et nous les collons sur les murs des bâtiments parisiens". Seule différence : toutes les lettres sont rouge.

À l'instar de "Collages féminicides", les messages sont percutants, politiques, destinés à marquer les esprits pour mieux alerter l'opinion publique.

"Qui finance les garde-côtes libyens à votre avis ?", peut-on lire sur un mur de la capitale. Le message accuse ici [l'Union européenne qui finance et forme depuis 2017 les forces maritimes libyennes](#) pour qu'elles interceptent en mer les embarcations de migrants et les ramènent en Libye.



Crédit : @Collages_refugees

D'autres messages sont visibles : "Nous avons saccagé leur pays, accueillons-les dignement", "J'ai traversé 13 pays tout seul, j'ai peur. Bilal, 15 ans".

Pour Stella, qui vient de terminer sa licence de droit, il y avait urgence à agir. Bénévole dans une association d'aide aux migrants, la jeune femme dit avoir rapidement pris conscience de "l'incompétence" de [la structure de la Croix-Rouge](#) chargée d'évaluer la minorité des mineurs étrangers qui arrivent à Paris : le Demie.



Crédit : @Collages_refugees

>> À (re)lire : ["Mineurs isolés : tout savoir sur votre prise en charge à votre arrivée en France"](#)

Selon Stella, la majorité des jeunes qui passent par le Demie sont renvoyés à la rue en moins d'une heure, "en quinze minutes souvent". Beaucoup ne sont pas reconnus mineurs, et sont considérés de facto majeurs aux yeux de l'État français. "J'ai vu des choses incroyables, des jeunes à qui on a dit : 'Vous n'avez pas montré assez d'émotions quand vous avez parlé de la mort de vos parents, cette maturité ne colle pas avec l'âge avancé', ou encore : 'Vous montrez une trop grande maturité quand vous parlez de votre traversée de la Méditerranée. Ça ne colle pas avec l'âge avancé'".

Affiches arrachées

Certains mineurs sortent même du Demie "sans comprendre que leur dossier a été rejeté. Ils n'avaient pas d'interprètes, ils n'ont rien compris", explique-t-elle, en colère.

Stella espère que les collages de son mouvement "attireront les gros médias" pour "parler de ces jeunes abandonnés" dans les rues de la capitale. Pour l'heure, en raison d'un manque de bras, les slogans ne sont visibles que dans le 11e arrondissement de Paris, à côté du Demie, et dans le quartier de Belleville (20e arrondissement).

Certaines feuilles n'ont pas passé l'épreuve du temps. "Les slogans qui ont été collés autour du Demie ont tous été arrachés quelques heures après avoir été posés", déclare Stella. "Les autres, ceux qui parlent des exilés en général, des femmes trans' en exil, n'ont pas été abîmés".

En France, les mineurs isolés étrangers ou mineurs non-accompagnés (MNA) sont pris en charge par le département quand leur minorité est reconnue. Dans le cas contraire, ces jeunes se retrouvent à la rue sans solutions d'hébergement et généralement sans perspectives d'avenir.